



Le climat et la piste de l'argent



F. William Engdahl, Global Research, 25 septembre 2019

<https://www.globalresearch.ca/climate-money-trail/5690209>

Climat. Maintenant, qui y réfléchit. Les gigantesques méga-entreprises et les méga-millionnaires à l'origine de la mondialisation de l'économie mondiale au cours des dernières décennies, dont la recherche de gain pour les actionnaires et la réduction des coûts ont gravement endommagé notre environnement, tant dans le monde industrialisé que dans les économies sous-développées d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, sont les principaux bailleurs de fonds du mouvement de décarbonisation en Suède jusqu'en Allemagne, en passant par les États-Unis et au-delà.

S'agit-il d'une crise de conscience ou pourrait-il s'agir d'un programme plus élaboré de financiarisation de l'air que nous respirons et plus encore?

Quoi que l'on pense des dangers du CO2 et du réchauffement de la planète, qui entraîneraient une augmentation moyenne de la température de 1,5 à 2 degrés Celsius au cours des 12 prochaines années, il convient de noter qui promeut le flot actuel de propagande et d'activisme pour le climat.

La finance verte

Plusieurs années avant qu'Al Gore et d'autres ne décident d'utiliser une jeune écolière suédoise pour devenir l'affiche de l'urgence climatique, ou aux États-Unis, l'appel d'Alexandria Ocasio-Cortez pour une réorganisation complète de l'économie autour du Green New Deal, les géants de la finance ont commencé à concevoir des systèmes permettant de débloquer des centaines de milliards de fonds pour des entreprises «climatiques» souvent vaines.

En 2013, après des années de préparation minutieuse, Vasakronan, une société immobilière suédoise, a émis la première « obligation verte ». Elle a été suivie par d'autres sociétés, notamment Apple, la SNCF et la grande banque française Crédit Agricole. En novembre 2013, Tesla Energy, en proie à des problèmes épineux, a publié la première garantie adossée à des actifs solaires. Selon ce que l'on appelle la Climate Bonds Initiative, plus de 500 milliards de dollars d'obligations vertes sont exceptionnelles. Les créateurs de l'idée d'obligation déclarent que leur objectif est de conquérir une part importante des 45 milliers de milliards de dollars d'actifs « gérés » dans le monde, qui se sont engagés de manière symbolique à investir dans des projets «respectueux du climat».

Le Prince Charles, futur monarque du Royaume-Uni, ainsi que les finances de la Banque d'Angleterre et de la City de Londres ont promu les «instruments financiers écologiques», dirigés par Green Bonds, afin de réorienter les régimes de retraite et les fonds mutuels vers des projets écologiques. Le directeur sortant de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, est un acteur clé dans le rapprochement des institutions financières mondiales et de l'Agenda vert. En décembre 2015, le Conseil de stabilité financière (FSB) de la Banque des règlements internationaux, présidé à l'époque par Carney, a créé le Groupe de travail sur la divulgation

d'informations financières liées au climat (TCFD), dans le but de conseiller «les investisseurs, les prêteurs et les assurances sur les risques liés au climat». C'était certainement un objectif étrange pour les banquiers centraux du monde.

En 2016, la TCFD, la City de Londres et le gouvernement du Royaume-Uni ont lancé l'Initiative de finance verte, dans le but de consacrer des milliards de dollars à des investissements «verts». Les banquiers centraux du FSB ont désigné 31 personnes pour former le TCFD. Présidé par le milliardaire Michael Bloomberg du secteur financier, il comprend des personnalités de JP Morgan Chase; de BlackRock, l'un des plus importants gestionnaires d'actifs au monde, avec près de 7 000 milliards de dollars; la banque Barclays; HSBC, la banque Londres-Hong Kong condamnée à une amende à plusieurs reprises pour blanchiment de drogue et autres fonds noirs; Swiss Re, la deuxième plus grande compagnie de réassurance au monde; la banque chinoise ICBC; Tata Steel, ENI Oil, Dow Chemical, le géant minier BHP Billington et David Blood d'Al Gore, Generation Investment LLC. En fait, il semblerait que les renards rédigent les règles du nouveau poulailler vert.

Carney, de la Banque d'Angleterre, a également joué un rôle clé dans les efforts visant à faire de la ville de Londres le centre financier de la finance verte dans le monde. Philip Hammond, chancelier sortant de l'Echiquier, a publié en juillet 2019 un livre blanc intitulé «Stratégie en matière de finance verte: transformer la finance pour un avenir plus vert». Le document indique que «l'une des initiatives les plus influentes à émerger est celle du Conseil de stabilité financière». Groupe de travail du secteur privé sur les informations financières liées au climat (TCFD), appuyé par Mark Carney et présidé par Michael Bloomberg. Cela a été approuvé par des institutions représentant 118 000 milliards d'actifs dans le monde. »Il semble y avoir un plan ici. Le plan est la financiarisation de l'économie mondiale dans son ensemble, en utilisant la crainte d'un scénario de fin du monde pour atteindre des objectifs arbitraires tels que «les émissions nettes de gaz à effet de serre».

Goldman Sachs, un acteur clé

Goldman Sachs, la banque omniprésente de Wall Street, qui a notamment donné naissance au président sortant de la BCE, Mario Draghi, et au président de la Banque d'Angleterre, Carney, vient de dévoiler le premier indice mondial des valeurs environnementales de premier plan, réalisé avec le CDP, basé à Londres. Carbon Disclosure Project. Le CDP, notamment, est financé par des investisseurs tels que HSBC, JPMorgan Chase, Bank of America, Merrill Lynch, Goldman Sachs, American International Group et State Street Corp.

Le nouvel indice, appelé CDP Environment EW et CDP Eurozone EW, vise à attirer les fonds d'investissement, les systèmes de retraite publics tels que le CalPERS (système de retraite des employés publics de la Californie) et CalSTRS (système de retraite des enseignants de l'État de Californie) + milliards d'actifs, à investir dans des cibles soigneusement choisies. Parmi les entreprises les mieux

notées dans l'indice figurent Alphabet, qui possède Google, Microsoft, le Groupe ING, Diageo, Philips, Danone et, de manière pratique, Goldman Sachs.

Entrent Greta, AOC et compagnie.

À ce stade, les événements prennent un tour cynique alors que nous sommes confrontés à des activistes du climat extrêmement populaires comme la suédoise Greta Thunberg ou Alexandria Ocasio-Cortez, 29 ans, de New York, et au Green New Deal. Aussi sincères que puissent être ces militantes, il existe une machine financière bien huilée derrière leur promotion.

Greta Thunberg fait partie d'un réseau bien connecté lié à l'organisation d'Al Gore, elle est commercialisée de manière cynique et professionnelle et utilisée par des agences telles que l'ONU, la Commission européenne et les intérêts financiers qui sous-tendent le programme climatique actuel. En tant que chercheur canadien et activiste pour le climat, Cory Morningstar, décrit dans une excellente série d'articles, l'enjeu est un réseau bien établi, lié à un investisseur américain dans le climat et un profiteuse du climat extrêmement riche, Al Gore, président du groupe Generation Investment.

Le partenaire d'Al Gore, l'ancien responsable de Goldman Sachs, David Blood, est membre du TCFD créé par la BRI. Greta Thunberg et son ami américain du climat, Jamie Margolin, âgé de 17 ans, ont été nommés «conseillers spéciaux pour la jeunesse et administrateurs» de l'ONG suédoise We Don't Have Time, fondée par son PDG, Ingmar Rentzhog. Rentzhog est membre des leaders de l'organisation Climate Reality d'Al Gore et fait partie du groupe de travail européen sur la politique climatique. Il a été formé en mars 2017 par Al Gore à Denver et à nouveau en juin 2018 à Berlin. Le « projet de réalité climatique » d'Al Gore est partenaire de We Don't Have Time.

La députée Alexandria Ocasio-Cortez (AOC), qui a fait sensation lors de ses premiers jours au Congrès américain pour avoir dévoilé un «New Deal vert» destiné à réorganiser complètement l'économie américaine à un coût d'environ 100 000 milliards de dollars, n'est pas sans conseils avisés. AOC a ouvertement admis qu'elle s'était présentée au Congrès sous l'impulsion d'un groupe appelé « Justice Democrats ». Elle a confié à un intervieweur: «Je n'aurais pas été candidate sans le soutien de « Justice Démocrates » et de « Brand New Congress ». Humm, en fait, ce sont ces organisations qui, toutes les deux, m'ont demandé de me présenter à la première place. Ce sont elles qui m'ont appelée il y a un an et demi... » Désormais, en tant que membre du Congrès, les conseillers d'AOC comprennent le cofondateur de Justice Démocrates, Zack Exley. Exley était un membre de l'Open Society et a reçu des fonds, entre autres, des fondations Open Society et de la Fondation Ford, afin de créer un "prédécesseur" de Justice Democrats pour recruter des candidats.

Le véritable agenda est économique

Les liens entre les plus grands groupes financiers du monde, les banques centrales et les grandes entreprises mondiales, en faveur d'une stratégie climatique radicale visant à abandonner l'économie de combustibles fossiles au profit d'une économie verte, vague et inexplicite semblent, peu concernés par la volonté de notre société de faire de notre planète un environnement propre et sain à vivre. Il s'agit plutôt d'un programme intimement lié à l'Agenda 2030 des Nations Unies pour une économie «durable» et à la création de milliards de dollars en nouvelles richesses pour les banques mondiales et les géants financiers qui constituent les véritables pouvoirs.

En février 2019, à la suite d'un discours prononcé devant la Commission européenne à Bruxelles par Greta Thunberg, Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission européenne, après avoir embrassé galamment la main de Greta, semblait être passé à l'action réelle. Il a déclaré à Greta et à la presse que l'UE devrait dépenser des centaines de milliards d'euros pour lutter contre le changement climatique au cours des 10 prochaines années. Juncker a proposé qu'entre 2021 et 2027, "chaque euro dépensé dans le budget de l'UE serve à lutter contre le changement climatique". Ce que Juncker, sournois, n'a pas dit, c'est que cette décision n'avait rien à voir avec le plaidoyer de la jeune militante suédoise. Il avait été réalisé conjointement avec la Banque mondiale une année complète auparavant, le 26 septembre 2018, lors du Sommet One Planet, aux côtés de la Banque mondiale, des fondations Bloomberg, du Forum économique mondial et autres. Juncker avait habilement utilisé l'attention médiatique donnée à la jeune suédoise pour promouvoir son programme climatique.

Le 17 octobre 2018, quelques jours après l'accord conclu lors du Sommet One Planet, l'UE de Juncker a signé un protocole d'entente avec Breakthrough Energy-Europe dans lequel les sociétés membres de Breakthrough Energy-Europe auraient un accès préférentiel à tout financement.

Parmi les membres de Breakthrough Energy figurent Richard Branson de Virgin Air, Bill Gates, Jack Ma d'Alibaba, Mark Zuckerberg de Facebook, SAR le Prince Al-Waleed bin Talal, Ray Dalio de Bridgewater Associates; Julian Robertson du géant des fonds de couverture, Tiger Management; David Rubenstein, fondateur du groupe Carlyle; George Soros, président de Soros Fund Management LLC; Masayoshi Son, fondateur de Softbank, Japon.

Ne vous trompez pas. Lorsque les sociétés multinationales les plus influentes, les plus grands investisseurs institutionnels au monde, dont BlackRock et Goldman Sachs, les Nations Unies, la Banque mondiale, la Banque d'Angleterre et d'autres banques centrales de la BRI se sont ralliés au financement d'un soi-disant Agenda vert, appelez Green New Deal vert ou autre, il est temps de chercher derrière la surface des campagnes publiques de militants pour le climat. L'image qui en ressort est la tentative de réorganisation financière de l'économie mondiale fondée sur le climat, le soleil et son énergie ont bien plus à faire que l'humanité ne le pourrait jamais - pour tenter de convaincre les gens ordinaires de faire des **sacrifices indescriptibles** pour «sauver notre planète ».

En 2010, le Dr Otmar Edenhofer, président du Groupe de travail 3 du Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques des Nations Unies, a déclaré à un intervieweur: «... nous devons dire clairement que nous redistribuons de facto la richesse mondiale par la politique climatique. Il faut se libérer de l'illusion que la politique climatique internationale soit une politique environnementale. Cela n'a presque plus rien à voir avec la politique environnementale, avec des problèmes tels que la déforestation ou le trou dans la couche d'ozone ». Depuis lors, la stratégie de politique économique s'est beaucoup développée.

F. William Engdahl est consultant en risques stratégiques et conférencier. Diplômé en politique de l'Université de Princeton, il est un auteur à succès en matière de pétrole et de géopolitique, exclusivement pour le magazine en ligne «New Eastern Outlook». Il collabore régulièrement avec Global Research.